
Fiches thématiques

Cadrage économique



Avertissement

Sauf mention contraire, les données « France » concernent la France métropolitaine et les départements d'outre-mer hors Mayotte.

Les chiffres essentiels sont actualisés régulièrement sur les sites internet de l'Insee (www.insee.fr) et d'Eurostat (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>) pour les données internationales.

Les comparaisons internationales contenues dans cet ouvrage s'appuient sur des données harmonisées publiées par Eurostat, qui peuvent différer des données nationales diffusées par les instituts nationaux de statistique.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

1.1 PIB, croissance et déficit public

En 2014, le produit intérieur brut (PIB) **en volume** continue de progresser faiblement, de 0,2 %, après + 0,7 % en 2013. Le rythme de la croissance reste nettement inférieur à celui d'avant 2008 (autour de 2 % par an en moyenne sur la période 2000-2008).

La production manufacturière croît à nouveau (+ 0,3 % après - 0,5 % en 2013), alors que le secteur énergétique est en net repli (- 3,5 % après + 0,7 %). Au total, la production industrielle continue de baisser en 2014 (- 0,3 % comme en 2013) et est inférieure de 9,5 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. La production des branches de services principalement marchands accélère (+ 1,2 % après + 0,6 %). Dans la construction, la baisse de la production s'amplifie (- 2,1 % après - 0,5 %).

En 2014, les dépenses de consommation des ménages continuent de croître (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). Les dépenses en biens manufacturés rebondissent (+ 0,6 % après - 0,8 %), notamment grâce à un arrêt de la baisse des achats d'automobiles et au retour des dépenses en biens d'équipement sur un rythme de croissance proche de la tendance de moyen terme observée. Les dépenses de services décélèrent légèrement (+ 0,6 % après + 1,0 %), alors que les dépenses en énergie-eau-déchets (notamment pour le chauffage du fait des températures clémentes en 2014) chutent (- 8,7 % après + 2,1 %). Enfin, la consommation des touristes français à l'étranger augmente fortement, contribuant à la hausse de la consommation des ménages à hauteur de + 0,4 point.

En 2014, les dépenses des administrations publiques ralentissent légèrement (+ 1,5 % en volume après + 1,7 %), malgré l'accélération en volume des dépenses de santé (médicaments et soins).

L'investissement recule de nouveau en 2014 (- 1,2 %). Son niveau reste ainsi inférieur de 6,7 % à celui de 2007. L'accentuation de la baisse en 2014 est imputable aux ménages

(- 5,3 %), dont l'investissement en logement chute, et aux administrations publiques (- 6,9 %). En revanche, l'investissement des entreprises non financières accélère (+ 2,0 % après + 0,5 %), notamment dans la construction, les matériels de transport et les logiciels. L'investissement des entreprises financières rebondit (+ 6,0 % après - 15,3 %). Par ailleurs, en 2014, les entreprises ont davantage stocké qu'en 2013 de sorte que les stocks contribuent positivement à la croissance du PIB (+ 0,2 point).

En 2014, les importations en volume accélèrent nettement (+ 3,8 % après + 1,7 %), plus que les exportations (+ 2,4 % après + 1,7 %). En conséquence, le commerce extérieur contribue négativement à l'activité, à hauteur de - 0,5 point de PIB, après une contribution nulle en 2013. En valeur, le solde extérieur est toutefois stable, à - 39 Md€, car le prix des importations diminue sensiblement plus que celui des exportations, du fait de la baisse des prix des produits énergétiques. S'établissant à 1,8 % du PIB, il reste à un niveau élevé, malgré une nette amélioration depuis le record de 2011 (- 53 Md€, soit 2,6 % du PIB).

En 2014, le déficit public au sens de Maastricht s'établit à 84,8 Md€ soit 4,0 % du PIB, en légère amélioration par rapport à l'année 2013 (4,1 %). En part de PIB, les recettes publiques augmentent de 0,6 point et les dépenses de 0,5 point. Le déficit des administrations publiques locales (4,5 Md€) se réduit de près de moitié, en raison d'une baisse marquée de leur investissement. Pour les administrations publiques centrales, le ralentissement marqué des recettes alors que les dépenses accélèrent légèrement entraîne une hausse du déficit de 3,1 Md€ (à 71,8 Md€). Le déficit des administrations de sécurité sociale est quasiment stable (8,5 Md€). Le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 3,3 points pour atteindre 95,6 % (2 037,8 Md€). ■

Définitions

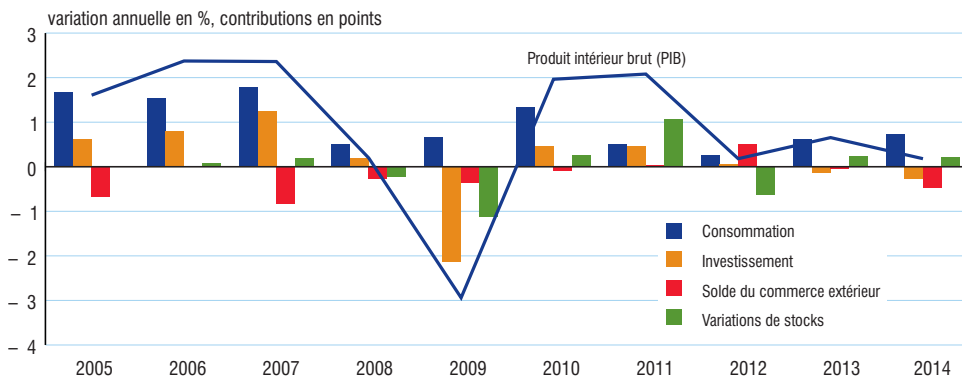
Évolutions en volume : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Ainsi, le poids de chaque composante élémentaire est réestimé chaque année. Le chaînage permet de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.), ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

Pour en savoir plus

- *L'Économie française - Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », édition 2015.
- « Les comptes de la Nation en 2014 », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.
- « Les comptes des administrations publiques en 2014 », *Insee Première* n° 1548, mai 2015.

PIB, croissance et déficit public 1.1

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2014, la consommation contribue pour + 0,7 point à l'évolution du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. PIB et opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014		
	2012	2013	2014	Prix, évolution depuis 2013 (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en point de %)
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	0,6	2 132,4	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	-2,4	651,1	-1,2
Total des emplois finals	0,3	0,9	1,0	-0,1	2 783,5	1,3
Consommation effective des ménages	0,2	0,6	0,9	0,0	1 516,8	0,7
dont : dépenses de consommation :						
des ménages ¹	-0,3	0,4	0,6	0,0	1 139,0	0,3
individualisables des administrations publiques ²	1,7	1,6	1,9	0,1	333,5	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	-0,1	182,4	0,1
Investissement	0,2	-0,6	-1,2	0,0	462,5	-0,3
dont : entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	-0,3	258,1	0,2
ménages	-2,1	-1,5	-5,3	1,4	105,2	-0,3
administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	-0,5	78,6	-0,3
Variations de stocks (en contribution au PIB) ³	-0,6	0,2	0,2	///	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	-0,9	611,8	0,7

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement.

2. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

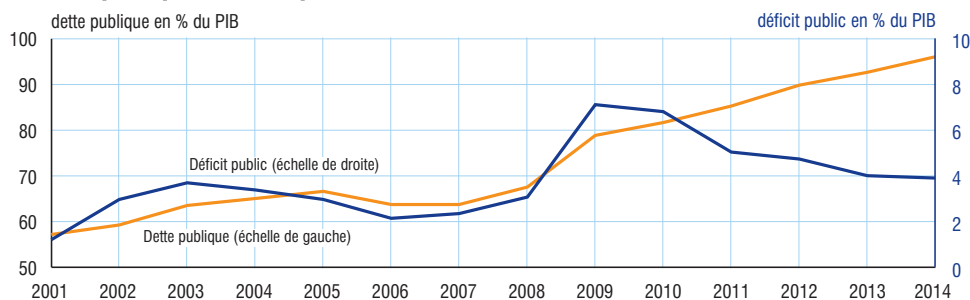
3. Les variations de stocks sont y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Champ : France.

Lecture : en 2014, l'investissement contribue à hauteur de -0,3 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

1.2 Revenu disponible brut et pouvoir d'achat des ménages

Le **pouvoir d'achat** du **revenu disponible brut (RDB) des ménages** augmente en 2014 (+ 1,1 %) après deux années de recul (- 0,1 % en 2013 et - 0,9 % en 2012). Si le revenu disponible en euros courants a progressé plus fortement que l'an passé (+ 1,1 % contre + 0,7 % en 2013), c'est surtout la stagnation des prix (+ 0,0 % après + 0,8 % en 2013) qui explique cette progression du pouvoir d'achat du RDB.

La rémunération totale des salariés (y compris cotisations sociales employeurs) progresse plus vite en 2014 (+ 1,8 % après + 1,3 % en 2013 en euros courants). Les cotisations sociales à la charge des employeurs et des salariés ralentissent (+ 2,5 % après + 2,8 % en 2013), mais les salaires nets accélèrent (+ 1,3 % après + 0,5 % en 2013). Cette croissance plus rapide s'explique par la meilleure tenue de l'emploi dans un contexte où le salaire net moyen par tête augmente au même rythme qu'en 2013 (+ 1,2 %). Les revenus des entrepreneurs individuels baissent en 2014 (- 0,3 % après + 0,1 %).

Les revenus du patrimoine (constitués des loyers réels et des **loyers imputés**, ainsi que des revenus financiers) diminuent en 2014. Cette baisse est due essentiellement à la forte diminution des revenus des placements en assurance-vie (- 8,0 %). Par ailleurs, les intérêts nets reçus par les ménages diminuent de 1,2 %. En revanche, les dividendes qu'ils percevoient augmentent de 4,0 % après + 3,4 % en 2013.

Après les fortes augmentations de 2012 (+ 9,0 %) et 2013 (+ 4,3 %), les impôts sur le revenu et le patrimoine ralentissent en 2014 (+ 1,4 %). C'est le cas notamment de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

Les prestations sociales reçues par les ménages poursuivent leur décélération (+ 2,3 % après + 2,8 % en 2013 et + 3,8 % en 2012). En particulier, les pensions de retraite n'ont pas été revalorisées en 2014 et les dépenses d'indemnisation du chômage ont fortement ralenti sous le double effet d'une conjoncture de l'emploi moins dégradée et de la nouvelle convention d'assurance chômage entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2014.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (dépenses de logement ou de téléphonie par exemple). Depuis 50 ans, leur part dans les dépenses de consommation des ménages a doublé : ces dépenses représentent aujourd'hui plus du quart du RDB des ménages. Le pouvoir d'achat du **revenu « arbitral » des ménages** augmente de 2,0 % en 2014 après deux années de baisse. En effet, les dépenses de consommation « pré-engagées » sont beaucoup moins dynamiques que le revenu disponible brut des ménages (+ 0,1 % contre + 1,1 %), notamment du fait de la baisse des dépenses de chauffage (du fait des températures clémentes en 2014) et de services de télécommunication.

Le pouvoir d'achat est une grandeur macro-économique. Pour approcher une mesure plus individuelle, il faut tenir compte du nombre et de la composition des ménages en rapportant l'évolution du pouvoir d'achat à celle des **unités de consommation (UC)**. Le pouvoir d'achat du RDB par UC progresse de 0,7 % après trois années de recul. ■

Définitions

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDB) comprend les revenus d'activité (rémunérations des salariés et revenu mixte) et les revenus du patrimoine, augmentés des prestations sociales hors transferts en nature et diminués des impôts et cotisations sociales versés. L'évolution du **pouvoir d'achat du RDB** mesure l'évolution du RDB, corrigée de l'évolution du prix des dépenses de consommation des ménages.

Loyers imputés : qu'il soit propriétaire, occupant ou locataire, un ménage consomme un service de logement ; de même que le loyer payé par un locataire vient abonder le revenu de son propriétaire, on rehausse en comptabilité nationale le revenu des ménages propriétaires occupant leur logement en leur imputant un loyer qu'ils se versent à eux-mêmes.

Revenu « arbitral » des ménages : différence entre leur **revenu disponible** brut et les **dépenses de consommation « pré-engagées »** (voir *fiche 1.3*).

Unités de consommation : voir *fiche 4.1*.

Pour en savoir plus

- *L'Économie française - Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », édition 2015.
- « Les comptes de la Nation en 2014 - Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.

Revenu disponible brut et pouvoir d'achat des ménages 1.2

1. Revenu disponible, revenu arbitral des ménages et évolution de leur pouvoir d'achat

	2010	2011	2012	2013	2014	
Revenu disponible brut (en milliards d'euros)	a	1 285,4	1 311,4	1 318,3	1 327,6	1 342,3
Dépenses de consommation « pré-engagées »	b	366,6	370,6	380,3	389,1	389,4
Revenu « arbitral »	a - b	918,8	940,8	938,1	938,5	952,9
Évolutions (en %)						
Du revenu disponible brut	2,4	2,0	0,5	0,7	1,1	
Du revenu « arbitral »	2,5	2,4	-0,3	0,0	1,5	
De l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages	1,2	1,8	1,4	0,8	0,0	
De l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages non « pré-engagée »	1,5	2,1	2,0	1,0	-0,4	
Du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages¹	1,2	0,2	-0,9	-0,1	1,1	
Du pouvoir d'achat « arbitral » des ménages ²	0,9	0,3	-2,2	-0,9	2,0	
Du nombre d'unités de consommation	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	
Du pouvoir d'achat du revenu disponible brut par unité de consommation¹	0,6	-0,4	-1,4	-0,5	0,7	
Du pouvoir d'achat « arbitral » par unité de consommation ²	0,3	-0,2	-2,7	-1,4	1,5	

1. L'évolution calculée au sens de la comptabilité nationale est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. L'évolution calculée est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. Du revenu primaire au revenu disponible des ménages

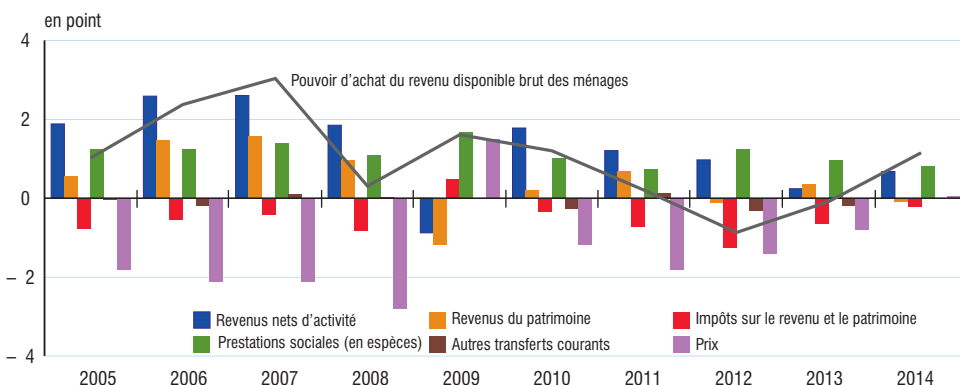
en %

		En 2013		Évolution en valeur	
		Montant (en M€)	Part dans le revenu disponible brut	2013	2014
Rémunération des salariés	1	1 142,1	85,1	1,3	1,8
<i>dont : salaires et traitements bruts</i>		832,9	62,1	1,0	1,6
Revenu mixte	2	120,6	9,0	0,3	-0,4
<i>dont : entrepreneurs individuels</i>		115,3	8,6	0,1	-0,3
Revenu du patrimoine	3	282,2	21,0	1,6	-0,4
Revenu primaire	4 = 1 + 2 + 3	1 544,9	115,1	1,3	1,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	5	-210,8	-15,7	4,3	1,4
Cotisations sociales salariés et non-salariés versées	6	-148,1	-11,0	4,2	3,0
<i>dont : cotisations sociales à la charge des salariés</i>		-117,2	-8,7	4,3	3,3
Cotisations sociales employeurs versées	7	-309,2	-23,0	2,2	2,3
Prestations sociales reçues en espèces	8	468,3	34,9	2,8	2,3
Solde des autres transferts courants (reçus moins versés)	9	-2,9	-0,2	322,9	6,0
Revenu disponible brut (RDB)	(4 + 5 + 6 + 7 + 8 + 9)	1 342,3	100,0	0,7	1,1

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Champ : France.

Lecture : en 2014, les impôts sur le revenu et le patrimoine contribuent pour -0,2 point à l'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

1.3 Consommation et épargne des ménages

En 2014, la dépense de **consommation des ménages** en volume continue de se redresser doucement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013 et - 0,3 % en 2012). Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut connaît un net rebond (+ 1,1 % après - 0,1 %) à la faveur de la désinflation (+ 0,0 % après + 0,8 %). Le revenu disponible brut des ménages augmentant plus vite que leur consommation, le **taux d'épargne des ménages** progresse, pour la première fois depuis 2010, et atteint 15,1 % (+ 0,4 point). Le **taux d'épargne financière** des ménages augmente également après quatre années de recul (+ 0,8 point, à 6,1 %). La consommation effective des ménages – qui inclut les dépenses directement financées par la collectivité, en hausse de 1,9 % – augmente de 0,9 % en volume après + 0,6 % en 2013.

En 2014, la part des **dépenses « pré-engagées »** dans le revenu disponible brut (29,0 %) se replie (- 0,3 point) en raison de la contraction des dépenses de logement, chauffage et éclairage, qui correspondent aux trois quarts des dépenses pré-engagées. Comme en 2011, les températures particulièrement clémentes limitent en effet les dépenses de chauffage et d'éclairage (- 10,7 % en volume après + 2,9 % en 2013). Le repli accentué du prix du fioul domestique lié à celui des produits pétroliers

et la stabilité des prix du gaz contribuent également à diminuer la part des dépenses pré-engagées. Par ailleurs, les loyers directement pris en charge par les ménages, c'est-à-dire hors aides au logement mais y compris loyers imputés, progressent en valeur moins fortement qu'en 2013 sous l'effet du ralentissement des prix des loyers.

En 2014, les achats en automobiles cessent de chuter aussi bien sur le marché du neuf (- 0,2 % après - 9,7 % en 2013) que sur celui de l'occasion (+ 0,0 % après - 3,9 %). La dépense de consommation des ménages en économie de l'information ralentit nettement. Bien que les produits électroniques grand public retrouvent la faveur des ménages et que le marché des téléphones mobiles demeure très dynamique, la consommation en services de télécommunications freine fortement (+ 2,2 % en volume après + 10,1 %). Après deux années de recul, les dépenses liées à la culture et aux loisirs sont à nouveau orientées à la hausse en 2014 grâce, notamment, au rebond de la consommation en jouets et de la fréquentation des salles de cinéma. La consommation en produits alimentaires progresse à un rythme moindre qu'en 2013 alors que celle en habillement repart à la hausse après trois années de contraction. ■

Définitions

Dans le système de comptabilité nationale, deux concepts de **consommation des ménages** sont distingués :

– la « dépense de consommation des ménages » recouvre les dépenses que les ménages supportent directement. Elle exclut ainsi les dépenses de consommation remboursées par la sécurité sociale ou prises en charge par certaines allocations (logement) ;

– la « consommation finale effective » recouvre l'ensemble des biens et services qu'utilisent effectivement (ou consomment) les ménages, que ces derniers financent intégralement ou partiellement cette dépense.

Le revenu disponible des ménages correspond au revenu, après impôt et prestations sociales, que les ménages peuvent affecter à la consommation ou à l'épargne. Le **taux d'épargne des ménages** est le rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible.

L'épargne des ménages peut être utilisée soit pour l'investissement (essentiellement acquisitions de logements et dépenses de gros entretien), soit pour des placements financiers ou des remboursements d'emprunt. La capacité de financement des ménages correspond au solde de l'épargne et de l'investissement (et d'autres opérations en capital comme le paiement de droits de succession). Le **taux d'épargne financière** est le rapport de la capacité de financement au revenu disponible.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Suivant les préconisations du rapport de la Commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages » (février 2008), elles comprennent : les dépenses liées au logement, y compris les loyers dits « imputés » (montants que les propriétaires occupants de leur logement verseraient s'ils étaient locataires) et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ; les services de télécommunications ; les frais de cantines ; les services de télévision ; les assurances (hors assurance-vie) ; les services financiers (y compris les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

Pour en savoir plus

- « La consommation des ménages est encore convalescente en 2014 », *Insee Première* n° 1554, juin 2015.
- Voir aussi : *fiche 1.2*.

Consommation et épargne des ménages 1.3

1. Évolution de la consommation des ménages par fonction

en %

	Variations en volume au prix de l'année précédente				Coefficients budgétaires ¹
	2011	2012	2013	2014	2014
Alimentation et boissons non alcoolisées	1,1	0,5	1,0	0,6	13,3
<i>dont : produits alimentaires</i>	0,9	0,6	1,0	0,5	12,2
Boissons alcoolisées et tabac	0,2	-2,1	-2,9	-2,0	3,6
Articles d'habillement et chaussures	-0,7	-1,7	-1,0	1,9	4,3
Logement ² , chauffage, éclairage	-0,8	1,9	1,2	-1,1	26,8
Équipement du logement	1,3	-1,6	-1,6	0,1	5,3
Santé (dépenses à la charge des ménages)	3,8	2,2	2,6	1,7	4,3
Transports	0,2	-4,0	-2,6	0,1	13,1
Communications ³	3,6	11,0	12,8	6,8	2,6
Loisirs et culture ³	1,3	-1,4	-1,1	0,6	8,3
<i>dont : appareils électroniques et informatiques</i>	4,3	-0,1	-0,2	1,6	1,5
Éducation (dépenses à la charge des ménages)	-0,5	2,9	-1,3	3,0	0,9
Hôtels, cafés et restaurants	1,3	-0,8	-1,4	-0,9	6,6
Autres biens et services	0,3	0,2	1,8	1,2	11,5
Dépenses de consommation des ménages	0,4	-0,3	0,4	0,6	100,0
Dépenses de consommation des ISBLSM⁴	1,5	0,7	0,3	1,9	///
Dépenses de consommation des APU⁴	1,4	1,7	1,6	1,9	///
<i>dont : santé</i>	2,4	2,6	2,6	3,2	///
<i>éducation</i>	0,3	0,4	0,9	0,5	///
Consommation effective des ménages	0,7	0,2	0,6	0,9	///

1. Le coefficient budgétaire représente la part de la dépense en valeur consacrée à un bien ou un service particulier (ou à une catégorie de biens ou services) dans la dépense de consommation des ménages. Pour que la somme des coefficients budgétaires soit égale à 100, il faut y ajouter le poids de la correction territoriale (différence entre les achats à l'étranger des résidents et les achats en France des non-résidents) : -0,5.

2. Y compris les loyers dits « imputés ».

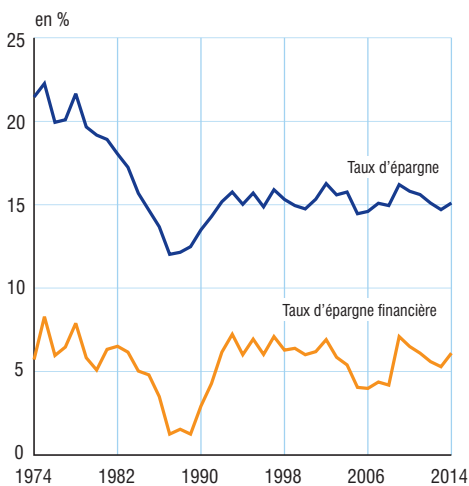
3. Principaux postes concernés par l'économie de l'information.

4. Dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM : unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages, comme les organisations caritatives, les clubs sportifs, etc.) et des administrations publiques (APU) en biens et services individualisables.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

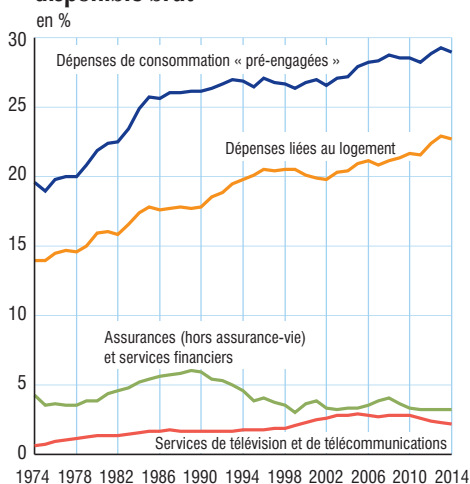
2. Taux d'épargne des ménages



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Part des dépenses de consommation « pré-engagées » dans le revenu disponible brut



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.